

d'un tiers des dépenses totales, et ils ont augmenté dans la proportion suivante :

1873.....	\$5,387,850	1887.....	\$9,970,671
1879.....	7,472,657	1888.....	10,166,905
1885.....	9,806,977	1889.....	10,422,521
1886.....	10,483,929	1890.....	9,887,250

Cet état fournit deux ou trois faits qui sont dignes d'attention. Par exemple, on remarquera que dans les six dernières années, l'intérêt n'a pas varié, qu'il est resté stationnaire, et qu'il n'est pas plus élevé en 1890 qu'il ne l'était en 1885. Ce résultat satisfaisant doit être attribué en grande partie au crédit toujours croissant dont jouit le Canada sur les marchés monétaires de l'univers, ce qui a fait baisser le taux de l'intérêt sur les emprunts canadiens jusqu'à 3 pour cent. Un autre fait important est que dans les six années, 1873-1879, l'intérêt a augmenté de \$2,085,000, soit près de 40 pour cent, tandis que dans les onze années suivantes, 1879-1890, l'augmentation a été de \$2,415,000, ou un peu plus que 30 pour cent. En d'autres termes, la moyenne de l'augmentation annuelle de l'intérêt a été de \$347,500, sous le gouvernement libéral, et sous le gouvernement conservateur l'augmentation n'a été que de \$219,550 durant onze ans.

Les dépenses se rapportant au fonds d'amortissement exigent quelques mots d'explication. Elles représentent l'achat de nos propres débetures sur le marché de Londres, c'est-à-dire, c'est un placement de revenus pour le rachat de la dette, et plus on dépensera de cette manière, plus tôt la dette sera diminuée. Dans l'année qui a suivi la date de la confédération, \$355,260 ont été mis en réserve pour former les fonds d'amortissement ; en 1878, la somme a été de \$945,746, et en 1890, de \$1,887,240.

Il est nécessaire de dire aussi un mot des dépenses représen-